

« coller aux typos », qui défendaient alors la convention collective et les us et coutumes, le champ de relations conventionnelles dans lequel l'existence et le statut des correcteurs étaient prévus.

Or, au tournant de 1980, la substance professionnelle des typos se trouvait gravement touchée. L'abandon de la double saisie leur faisait perdre non seulement une partie notoire de leurs effectifs mais également les contraignait d'abandonner à d'autres, en l'occurrence les petits-bourgeois individualistes et méprisés de la rédaction, sans syndicat, sans revendication, sans colonne vertébrale – car telle était l'opinion courante, naguère, des ouvriers du Livre –, une part du contrôle de la fabrication des quotidiens et des hebdomadaires. « *On ne peut acheter un journal non distribué, on ne peut distribuer un journal non tiré, on ne peut tirer un journal non composé...* », la règle d'or qu'aimait à rappeler Lucien Laurancy, secrétaire des rotativistes, s'en trouvait fort écornée. Avec le système dit rédactionnel, une partie de la composition passait entre les mains d'une fraction non ouvrière du salariat de la presse – presque des mains patronales, pensaient les typos...

### **Un changement d'orientation des typos**

De cet instant date, me semble-t-il, la mutation d'orientation de la Chambre typographique, qui est passée d'un corporatisme fédéré aux autres professions à un repliement sur ce que les typos considéraient, à tort, on l'a vu par la suite, comme une sorte de patrimoine professionnel immuable. En conséquence, la protection que les typos nous apportait disparut.

C'était le moment où nous essayions de faire reconnaître COFORMA comme un des organismes formateurs de la profession et, déjà, nous nous heurtions aux agissements de coulisse de la Chambre typo...

La direction de la Chambre typo, au commencement des années quatre-vingt, tentera à plusieurs reprises d'élaborer un projet de fabrication fusionnant les qualifications de la composition. Par exemple, au cours d'une réunion extraordinaire de l'Inter et des écoles dans le sous-sol de la Mutuelle, un secrétaire de la CSTP proposa une nouvelle qualification pour les ouvriers du prépresse. Les divers métiers techniques du prépresse devaient se fondre en un seul – il n'était pas précisé comment il serait possible qu'une population formée sur les textes, les mots, les colonnages, puisse se transformer, en quelques mois, en manipulateurs d'images et de couleurs, et réciproquement. En fait, pour la direction de la Chambre typo, il s'agissait seulement de récupérer des postes de correcteur ; la qualification unique exposait la demande de manière point trop anthropophagique et le projet de syndicat unique complétait le dispositif idéologique.

Nous eûmes dès lors, et pour longtemps, la sensation quasi insupportable d'être pris entre le marteau communiste et l'enclume corporatiste !

Il serait exagéré de prétendre que nous avons survécu par le seul mérite de nos vertus.

Sans doute, avons-nous pratiqué une sorte de guérilla de tous les instants, surtout en jouant sur les contradictions internes à nos partenaires. Par exemple, s'agissant du syndicat unique, synthèse redoutable des orientations procommuniste et corporatiste, nous avons posé quelques-unes des mines qui firent échouer le projet, dont la plus efficace fut l'exigence, pour l'hypothétique futur comité exécutif, d'une élection au scrutin secret avec possibilité pour tous les syndiqués de se présenter, orientation qui ne faisait nullement l'affaire

des ex-clicheurs qui dirigeaient la nouvelle section photogravure<sup>3</sup> ; se soumettre au suffrage universel de tous les ouvriers et employés du Livre pouvait présenter quelque péril pour ces derniers...

Quant à l'offensive de la Chambre typo contre nos postes de travail, nous la détournâmes en proposant un nombre important de mutations professionnelles et syndicales vers la correction, venant de toutes les catégories. Cette proposition rompit le tête-à-tête typos-correcteurs et gagna l'appui de nombreuses catégories ; elle eut, enfin, l'approbation du syndicat patronal, très satisfait que des sureffectifs futurs de typos devinssent correcteurs...

Pourtant, si nos deux partenaires, forts tout à la fois de leur nombre et de leur implantation professionnelle, nous avaient tenus serrés dans un faisceau convergent de volontés communes, qu'aurions-nous pu faire ? Hurler le plus fort possible, sans doute, mais aurait-ce été suffisant pour dévier le coup ? Et, à l'époque, une scission était quasi impossible.

On peut aujourd'hui penser, à l'observation du devenir de feu le mouvement communiste, que les fissures qui sont devenues si béantes plus tard commençaient déjà à fragiliser l'édifice. Apparaissaient alors des divergences, des ambitions, des tiédeurs... Comme le dira quelques années après Thérèse HIRSZBERG, « patronne » toute-puissante de l'Union des fédérations de fonctionnaires CGT, membre du PCF, la CGT commençait à être pluraliste parce que le PCF l'était déjà. Et quelques-uns des dirigeants du Livre, dont des rotativistes, avaient dès cette époque, c'est en tout cas mon sentiment aujourd'hui, commencé à exprimer diverses réserves – dont la plus importante pouvait se résumer en une certaine autonomie de décision du syndicat vis-à-vis de la politique du parti. Et les plus proches de la direction du PCF, de MARCHAIS lui-même, étaient les ex-clicheurs... Quelles furent les divergences réelles qui empêchèrent, vers 1982, les projets de syndicat d'industrie ? On ne peut les cerner exactement ; en tout cas, elles permirent aux correcteurs de survivre...

### **Une modernisation progressive**

Un grand apaisement envahit les relations entre les catégories de l'Inter, après les affrontements autour de l'élection présidentielle et la question du soutien à Solidarnosc. Pour la première fois depuis 1958 et la IV<sup>e</sup> République, des hommes et des femmes se déclarant de gauche contrôlaient les pouvoirs publics ; les acteurs sociaux se cherchaient et les illusions étaient innombrables... Les alliances futures commençaient à se dessiner : la question principale, nous commençons à nous en apercevoir, serait l'indépendance vis-à-vis du gouvernement de gauche et, à ce sujet, nous nous trouvions le plus souvent en accord avec les éléments supposés les plus « staliniens » et les plus ouvriéristes.

S'agissant des relations professionnelles, les années suivantes furent dominées par l'introduction lente et cahoteuse du système rédactionnel et la guéguerre typos-correcteurs. Le secrétaire qui me succéda ne fit rien pour atténuer ce dernier conflit, bien au contraire. Les relations du Syndicat des correcteurs avec le secrétaire de l'Inter et les rotos s'améliorèrent notablement ; on commençait de parler d'un axe « rotos-rédactionnel » de défense corporative entre les ouvriers de l'impression et les correcteurs.

Dès avril 1987, lorsque je redevins secrétaire, je m'employai à continuer les bonnes relations avec le secrétaire de l'Inter et les rotativistes ainsi qu'à améliorer les rapports avec la